

Ma proposition pour... ... faire avancer la démocratie en Afrique

Tribune libre d'**Alexis Sinduhije*** pour CAPafrique, janvier 2010

2010 sera une année déterminante pour l'Afrique. Les échéances électorales seront aussi nombreuses que décisives : présidentielles en Angola, en République Centrafricaine, au Rwanda, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Burkina Faso ou encore au Togo ; législatives en Ethiopie ou au Tchad... En 2011, ce sera au tour de la République démocratique du Congo de voter et de se choisir un chef d'État. En quelques mois, des dizaines de millions de personnes vont être appelées aux urnes et la communauté internationale, aujourd'hui sensible à ce qui se joue sur le continent, suivra avec attention le déroulement de ces élections. Elle appréciera la mise sur pied de commissions électorales indépendantes et enverra sur place, le moment venu, son lot d'observateurs. Mais il est une question que l'on doit se poser : à quoi bon veiller à la bonne tenue du vote si les électeurs ne sont pas correctement informés *avant* le vote ? L'absence de bourrage des urnes ou de faux électeurs garantissent-ils son caractère démocratique ? La réponse est non. Il ne suffit pas d'être libre de s'exprimer. Encore faut-il pouvoir s'exprimer en connaissance de cause.

Trop souvent, en Afrique, le vote se bâtit sur des critères communautaires, ethniques ou religieux, et les résultats d'une élection se limitent à consacrer la supériorité numérique d'un groupe sur un autre. Rares sont les échanges d'idées et de propositions ; le débat libre, instruit et ouvert, pilier de la démocratie grecque, s'efface devant le poids de la démographie. Les questions d'intégration régionale, de place du service public, de réforme agraire ou encore de renégociation des contrats passés avec des sociétés étrangères cèdent la place à la rumeur et aux accusations démagogiques.

En cause, le peu d'éducation des électeurs, souvent ignorants de l'impact de ces thèmes sur leur vie quotidienne, mais aussi – et c'est lié – la faiblesse de nos médias. Radios, journaux et télévisions existent, bien sûr, mais refusent pour la plupart d'investir le champ politique. Inertes, ils se contentent d'abonder dans le sens du discours des gouvernants, sans chercher ni à diriger le débat vers les enjeux économiques ou sociaux du moment, ni à poser des argumentaires raisonnés et critiques. Cette léthargie s'explique largement par la conception restrictive de la liberté d'expression de beaucoup de chefs d'État africains, qui ont beau jeu de tolérer quelques voix dissonantes mais isolées. D'où la nécessité de les contourner en mettant sur pied, à l'échelle du continent, un réseau de radios indépendantes.

La radio n'est pas choisie par hasard. C'est aujourd'hui encore le média le plus écouté en Afrique, à portée des plus pauvres et des moins instruits. Faute de moyens financiers, techniques et humains, un grand amateurisme prévaut, mais de nouvelles chaînes apparaissent sans cesse. Le potentiel est donc là. Et comme l'a prouvé la Radio Publique Africaine (RPA) – que j'ai moi-même fondée à Bujumbura en 2001 – la liberté de ton et le sérieux du journalisme, pour autant qu'ils puissent être relayés par des émetteurs assez puissants, peuvent remporter l'adhésion des auditeurs et jouer un rôle accélérateur dans la démocratisation du continent, comme ce fut le cas lors des élections de 2005 dans mon pays, le Burundi.

La constitution d'un réseau de radios indépendantes permettrait de mutualiser une base de programmes de qualité, tout en garantissant la liberté, l'autonomie et la pérennité des stations, désormais associées dans un cadre supranational. Le financement de ce réseau devra être à la fois public et privé, pour se prémunir contre d'éventuelles pressions tout en se soustrayant au risque commercial. Sa gestion sera assurée par une structure *ad hoc* placée sous contrôle multilatéral (type Nations Unies ou Union Africaine). L'opérateur devra en outre subordonner ses intérêts d'entreprise à ce que je définis comme le cœur de l'initiative : jeter, partout en Afrique, les éléments d'un débat citoyen et le rendre accessible aux populations concernées.

Bien sûr, les modalités restent à débattre : hétérogénéité linguistique, protection de l'identité de chaque radio, mise en place d'une charte et d'un observatoire indépendant, etc. Mais une chose est sûre : un demi-siècle après les indépendances, un tel réseau permettrait de libérer les ondes des seules contraintes nationales. J'en appelle donc aux acteurs occidentaux impliqués en Afrique, qu'ils soient étatiques ou privés : aidez-nous à jeter les bases de ce futur réseau, dont la forme finale pourrait être adoptée lors d'Assises de la Radio Africaine, à organiser. Car sans médias ni débat dignes de ce nom, nos élections resteront des leurre. ■

* **Alexis Sinduhije**, ancien journaliste, est candidat à l'élection présidentielle de 2010 au Burundi.

NB. CAPafrique permet à des personnalités du monde politique ou économique d'exprimer leur opinion et de formuler des propositions pour faire avancer l'Afrique. Les propos tenus ici n'engagent que leur auteur et ne sauraient être imputés à CAPafrique.